La fin des congrégations au collège Saint-Thomas de Rennes

Matthieu Heim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1375>

DOI : 10.4000/abpo.1375

ISBN : 978-2-7535-1491-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2003

Pagination : 87-95

ISBN : 978-2-86847-929-7

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Matthieu Heim, « La fin des congrégations au collège Saint-Thomas de Rennes », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-3 | 2003, mis en ligne le 20 décembre 2005, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1375> ; DOI : 10.4000/abpo.1375

La fin des congrégations au collège Saint-Thomas de Rennes

Matthieu HEIM

Étudiant en DEA, université Rennes 2

Du temps où il était tenu par les Jésuites, le Collège Saint-Thomas de Rennes possédait deux congrégations mariales destinées aux adultes. Recrutant exclusivement leurs membres au sein de l'élite locale, elles avaient pour objectif de diffuser dans toutes les strates de la société la foi, la pratique des sacrements, ainsi que la dévotion à la Vierge. En cela, elles illustraient la spécificité, trop souvent oubliée, de tout collège jésuite : être tout à la fois un centre d'enseignement et un foyer d'apostolat. Composées de nobles et de bourgeois pour la première, de marchands et d'artisans pour la seconde, les deux congrégations à la Vierge de Rennes sont interdites de réunion avant même que La Chalotais n'obtienne la suppression des Jésuites dans le ressort du parlement de Bretagne. Les agissements et le pouvoir occultes qu'on leur prête alors nourrissent, en effet, la légende d'un complot jésuite. Pourtant, hormis le culte marial qui leur survit, elles disparaissent sans rien laisser derrière elles.

Le 1^{er} avril 1762, le parlement de Paris prononça la fermeture des collèges jésuites dans le ressort de la Cour et, le 6 août, rendit un arrêt ordonnant l'expulsion des religieux de la Compagnie de Jésus. Cependant, dès 1761, avec l'affaire du Père de la Valette, les Jésuites avaient eu des raisons de s'inquiéter. Il semble néanmoins que, jusqu'à la fin, les Jésuites de Saint-Thomas et leurs congréganistes aient vaqué à leurs occupations comme si de rien n'était. Sans doute pensaient-ils que leurs appuis dans la noblesse les prémunissaient contre toute attaque sérieuse et n'envisageaient-ils même pas, tant elle leur semblait grotesque, l'idée d'une suppression pure et simple¹. On sait qu'ils se sont trompés. Certes, « au moment où celle-ci intervient, rien ne permet de déceler, dans les années qui précèdent, quelque signe grave de désaffection ni quelque symptôme de désintégra-

1. Madame Crocq, dans sa conférence intitulée « Autour du Collège des Jésuites de Rennes » (Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 53 bi 9, 21 p.) écrit : « La Chalotais n'avait point de parti pris et il pensait que les jésuites avaient les moyens de détourner l'orage qui les menaçait. »

tion interne² » au sein de la Compagnie de Jésus. Mais la promptitude du parlement de Paris à se saisir d'une affaire qui pouvait nuire aux Jésuites aurait dû mettre en garde les Bons Pères de Rennes. Les congréganistes, quant à eux, se sont peut-être dit que leurs œuvres étaient suffisamment distinctes des préoccupations scolaires de la Société de Jésus et de l'ordre lui-même pour pouvoir, le cas échéant, se désolidariser de leurs directeurs. Eux aussi se sont trompés. Un an avant que le parlement de Paris n'enjoigne aux Jésuites de déposer au greffe de la Cour un exemplaire des *Constitutions* de leur ordre, le 18 avril 1760 exactement, un arrêt avait supprimé les congrégations. J. Crétineau-Joly, de sa plume toujours partisane, écrira au siècle suivant :

« Il importait d'isoler les Jésuites, de leur retirer toute influence sur la jeunesse et de les présenter comme des hommes dont la justice suspectait les manœuvres clandestines. Au nom de la religion, le Parlement fit fermer ces asiles de piété, il rompit cette longue chaîne de prières et de devoirs réunissant dans une même pensée les chrétiens des deux hémisphères³. »

« Rennes va être le tout premier Parlement de France à réclamer, le 14 août 1761, le dépôt à son greffe des *Constitutions* des Jésuites⁴. » En possession de ces volumes le 17 août, le procureur général, M. de Caradeuc de La Chalotais, lui-même ancien élève des Jésuites semble-t-il⁵, fut chargé d'en rendre compte pour le 1^{er} décembre suivant. Il donna lecture de son travail les 1^{er}, 3, 4 et 5 décembre avant de donner ses conclusions le 7. Son réquisitoire, « où la passion et l'imagination prennent la place de la raison⁶ », amena le 23 du même mois la dissolution de la Société de Jésus dans le ressort du Parlement. Le Parlement « lui accorda néanmoins jusqu'au 2 août suivant pour évacuer les collèges occupés par elle. Ses membres, ainsi expulsés, devaient se retirer en tel lieu que bon leur semblerait, sans pouvoir toutefois sortir du royaume qu'en vertu de la permission expresse du roi⁷ ». Mais dès la lecture de ses Comptes rendus, La Chalotais souhaita « par provision, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ledit appel comme d'abus, qu'il soit fait inhibitions et défenses à tous sujets du roi, de quelque qualité et condition qu'ils soient, sous telles peines qu'il appartiendra, de s'assembler avec lesdits prêtres et autres de ladite société, en leurs maisons ou ailleurs, sous prétexte de congrégations ou

2. LANGLOIS, Claude, « Les Jésuites de la province de France; les Jésuites en Bretagne vers 1750 », *Dix-huitième siècle*, n° 8, Garnier, 1976, p. 77-93.

3. CRÉTEINEAU-JOLY, Jacques, *Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus*, Paris/Lyon, 1851, t. 5, p. 203.

4. CHARBONNEL, Paulette, « Civisme ou fanatisme : le compte-rendu des *Constitutions* des Jésuites », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 1976, t. 83, p. 642-643.

5. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, Geneviève, « Le Collège de Rennes depuis la fondation jusqu'au départ des Jésuites », *Mémoires de la Société Historique et Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. 46, 1918, p. 201.

6. POCQUET, Barthélémy, « La Chalotais, essai de biographie psychologique », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 1965, t. 72.

7. DUCREST DE VILLENEUVE, Edmond, *Histoire de Rennes*, Mayenne, réédition de 1994, p. 368.

associations et retraites⁸ ». Ainsi, à Rennes comme à Paris, et avant même que la chose ne fût jugée, les congrégations furent les premières touchées.

« On attendait avec anxiété le prononcé de l'arrêt définitif qui allait fixer le sort des Jésuites. Aucun autre n'avait encore été rendu en France; après le retentissant succès qu'avait obtenu le réquisitoire, l'arrêt de Bretagne devait évidemment faire loi et décider de l'avenir de la Compagnie. Il n'était guère douteux⁹. » C'est le 27 mai 1762 qu'est rendu l'*Arrêt du Parlement de Bretagne qui juge l'appel comme d'abus, interjeté par M. le Procureur général du roi, concernant les soi-disant Jésuites* : il confirme la dissolution. Geneviève Durtelle de Saint-Sauveur précise judicieusement que « le registre secret (du Parlement) ne porte que 33 membres présents à l'audience où fut rendu l'arrêt (et que) le Parlement comptait alors 18 présidents et 94 conseillers¹⁰ ». De son côté, le président d'Amilly écrivait alors au duc d'Aiguillon : « Quand j'ai signé l'arrêt, j'ai cru rêver, je ne pouvais me persuader qu'une Société aussi puissante et même si redoutable eût pu être détruite légalement, après bien des débats, enfin anéantie comme une confrérie d'artisans¹¹. »

Déterminer qui est le responsable de la suppression des Jésuites en Bretagne, et par conséquent des congrégations, est une question qui excède ici notre propos. On notera simplement que l'historiographie, relativement abondante à ce sujet, semble dégager la responsabilité du Parlement pour l'imputer entièrement au procureur général¹². Il est vrai que le Parlement était traversé par un courant janséniste, mais le courant « bastionnaire », favorable aux Jésuites et reflétant souvent le point de vue de la noblesse des États, y était également bien implanté¹³. D'ailleurs, bon nombre de nobles et de parlementaires étaient issus des trois collèges que les Jésuites possédaient dans la province. D'après A. Le Moy,

« dans toute cette période de 1761 à 1763, c'est la responsabilité du procureur général La Chalotais qui apparaît au premier plan. C'est au succès de ses Comptes rendus qu'a été due toute l'importance prise en Bretagne par l'affaire des Jésuites. Quant au Parlement, il s'est seulement borné à suivre son procureur général dans la lutte qu'il avait entreprise. Toute l'initiative, toute la responsabilité et tout l'honneur de cette affaire reviennent donc exclusivement à La Chalotais¹⁴. »

8. LA CHALOTAIS, L. R. de Caradeuc de, *Compte rendu des Constitutions des Jésuites*.

9. POCQUET, Barthélémy, *Le duc d'Aiguillon et La Chalotais*, Paris, 1901, t. 1, p. 209.

10. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, Geneviève, « Le Collège de Rennes... », *op. cit.*, p. 222, note 1.

11. POCQUET, Barthélémy, « La Chalotais... », art. cit., t. 1, p. 213.

12. C'est « un intrigant retors », selon H. Carré, dans : *La Chalotais et le duc d'Aiguillon*, Paris, 1893, p. 142; « Il était ambitieux et dévoré du désir de devenir dans sa province une puissance avec laquelle il fallût compter », selon MARION, Marcel, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon (1753-1770)*, Paris, Libr. Fontemoing, 1898, vi-624 p., voir p. 170.

13. MEYER, Jean, *La Noblesse bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, 1966, p. 999, « Le jansénisme au Parlement de Bretagne ».

14. LE MOY, Arthur, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, Paris, Champion, Angers, Impr. Burdin, 1909, xxiii-605 p., voir p. 244.

La question, en revanche, qui mérite d'être posée mais qui, nous le craignons, doit rester sans réponse est la suivante : pourquoi les congréganistes parlementaires ont-ils laissé confier le rapport à La Chalotais ? Pourquoi se sont-ils tus lors des comptes rendus ? Pourquoi n'ont-ils pas œuvré, secrètement, pour contrer les vues du procureur général et du parti janséniste ? D'autant que les magistrats congréganistes étaient alors influents : ils comptaient dans leurs rangs des conseillers bien sûr, mais aussi des présidents à mortier, l'avocat général Le Prestre de Chateaugiron et le premier président lui-même, La Briffe d'Amilly. Était-ce, comme le prétend M. Marion, parce que le premier président et l'avocat général craignaient La Chalotais¹⁵ ? Ou bien parce que les confrères savaient que certaines accusations étaient difficiles à réfuter ? Certains d'entre eux se souvenaient peut-être qu'en décembre 1717 le Parlement avait condamné quatre propositions extraites des cahiers du Père Andry enseignées au Collège de Rennes en 1716. La seconde de ces propositions disait que « les ecclésiastiques ne sont point soumis de droit positif aux lois des princes séculiers qu'autant qu'ils y sont contraints par la force. » La troisième, elle, déclarait que « les religieux ne sont point obligés d'obéir aux statuts des évêques¹⁶ ». Constituer un État dans l'État, une Église dans l'Église, voilà le reproche que les Jésuites traînaient comme un boulet depuis plusieurs années et que La Chalotais, homme astucieux s'il en est, a repris dans son ouvrage et élevé au rang de phantasme. Dans un pays où les Jésuites n'ont jamais été admis par l'ensemble des catholiques, où ils ont toujours provoqué la méfiance d'une partie de l'opinion – ainsi que l'a révélé le *Tartuffe* de Molière dès le XVII^e siècle¹⁷ – les Jésuites faisaient peur. Ce qui motivait cette peur, à tort ou à raison, c'était la prise de conscience de l'influence de cet ordre à tous les niveaux de la société par le truchement du système dévot – système aux multiples ramifications et dont les congrégations constituaient un maillon essentiel. Or, selon Jean Meyer, tout honnête homme se piquant de connaître quelque peu l'actualité se devait, « pour peu qu'il ne fût pas totalement dans le camp dévot », de s'intéresser au grand événement intellectuel de la première moitié du XVIII^e siècle qu'était le jansénisme¹⁸. Voilà sans doute la raison pour laquelle les grandes et riches familles du Parlement acquises au jansénisme ont pu entraîner derrière elles une bonne partie des magistrats : en s'opposant avec elles, sur le plan politique, à « une monarchie administrative représentée par une intendance envahissante¹⁹ », on était amené à épouser, sur le plan religieux, leur opposition aux Jésuites. Les deux rejets participaient d'un même comportement.

15. MARION, Marcel, *La Bretagne...*, *op. cit.*, p. 169.

16. LE MOY, Arthur, *Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle*, Paris, 1909, p. 76.

17. CHATELLIER, Louis, *L'Europe des dévots*, Paris, 1987, p. 188.

18. MEYER, Jean, *La Noblesse...*, *op. cit.*, p. 1002.

19. *Ibid.*

L'absence curieuse de réactions de la part des congréganistes lors des événements ne pouvait qu'accréditer, après coup, la thèse d'une vengeance. Le 2 août 1762, le délai étant arrivé à expiration,

« les Jésuites, pour leur dire adieu, réunirent solennellement leurs élèves ; le Père Duchet célébra à onze heures une messe à laquelle tous les Pères assistèrent en surplis ; quand elle fut achevée, le célébrant ouvrit le tabernacle, emporta le ciboire, laissant le tabernacle vide, puis il éteignit la lampe du sanctuaire et sortit, suivi de tous les Pères et accompagné de beaucoup d'élèves²⁰ ».

Geste rempli de dignité. Geste spectaculaire et riche de sens. Geste qui, à l'évidence, en appelait d'autres. En effet, « à ces adieux, ajoute Ducrest de Villeneuve, la haine mêla sans doute beaucoup d'aigreur ; ils cherchèrent à exalter les jeunes têtes qui leur étaient confiées. Ils menacèrent leurs ennemis et surtout le Procureur général, M. de La Chalotais [...]. Il va sans dire que les proscrits n'épargnèrent pas les prédictions²¹, dont ils rendirent le ciel garant et qu'ils jurèrent à leurs auditeurs d'être immortels. La population prit sans doute une part très active à ces débats. Sollicitée par les bons pères, elle brûla en effigie dans les carrefours le Procureur général, et le chansonna à sa manière sur tous les tons. Les libelles se succédèrent et passaient des mains avides du public dans celles du bourreau qui en faisait autant d'autodafés au pied du grand escalier. Des assemblées nocturnes, des menées, des calomnies entretenaient l'effervescence, qu'on eût bien voulu changer en guerre civile²² ». C'est dans ces conditions de violente fermentation que s'ouvrirent à Rennes, quelques semaines plus tard, les États de Bretagne.

Le 26 octobre 1762, aux États de Bretagne réunis depuis le 1^{er} septembre, quelques députés de la noblesse, ses « boutefeux ordinaires » aux dires de M. Marion²³, MM. De Coëtancourt et de Pontual, proposèrent de demander au roi le rétablissement des Jésuites dans les collèges de la province. Le clergé adhéra à cette proposition, le tiers s'y montra hostile et les membres de la noblesse se divisèrent entre les deux opinions. Mais les amis des Jésuites, sans doute « circonvenus » par des congréganistes²⁴, ne s'avouèrent pas vaincus : le 19 novembre, « un jeune gentilhomme, M. de La Garlaye,

20. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, Geneviève, « Le Collège de Rennes... », *op. cit.*, p. 226.

21. Selon M^{me} Crocq, *op. cit.*, p. 17, ils auraient prédit que la descendance de La Chalotais, subissant la colère divine, ne dépasserait pas la troisième génération – ce qui se réalisa.

22. DUCREST DE VILLENEUVE, Edmond, *Histoire de Rennes*, Rennes, Moreau, 1845. Réed. Mayenne, 1994, p. 369-370.

23. MARION, Marcel, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, Paris, 1898, p. 189.

24. DUCREST DE VILLENEUVE, Edmond, *Histoire de Rennes*, *op. cit.*, p. 572 : « Les cabales, les assemblées nocturnes continuaient d'agiter la ville sous l'influence des jésuites et de leurs partisans. On répandait de fausses nouvelles, on calomniait les nouveaux maîtres du collège, on circonvenait les membres des États, alors assemblés à Rennes, pour les engager à s'opposer aux arrêts du Parlement. » Quels peuvent être ces partisans des Jésuites sinon les congréganistes ?

de caractère timide, de figure juvénile, peu habitué à la parole et manifestement mis en avant par quelques meneurs » réitéra la demande du rétablissement des Jésuites. Celui-là même qui avait voulu sauver l'argenterie des Jésuites de la dispersion fut celui qui joua, en vain, leur dernière carte²⁵. En effet, « le duc d'Aiguillon ramena le calme, arrêta, sur un sujet brûlant, une discussion qui n'avait aucune chance d'amener le retour des Jésuites et n'aurait servi, fit-il observer, qu'à entraîner des difficultés entre les États et le Parlement²⁶ ». Ce dernier recours étant épuisé, l'opinion, manipulée par la propagande chalotiste, n'allait pas tarder à donner foi à toutes les rumeurs qui voyaient la main des Jésuites derrière les cabales et les rebondissements de ce qu'on appelait déjà l'affaire de Bretagne.

L'épisode le plus connu de cette période mouvementée est justement celui qui a sans doute mis en cause le plus directement les congréganistes. Il fut déclenché par la publication, en 1766, d'un libelle du parti chalotiste intitulé *Tableau des assemblées secrètes et fréquentes des jésuites et de leurs affiliés à Rennes*²⁷. « C'était une simple énumération, sans commentaire, des endroits où se seraient tenus leurs conciliabules (Petit séminaire, hôtel de Kergu, hôpital de Saint-Méen, hôtel de Langle, etc.) et des personnes qui y auraient assisté. On nommait entre autres huit officiers du Parlement, MM. de Farcy de Cuillé, de Brilhac, Blanchard du Bois de la Muce, Conen de Saint-Luc, Auvril de Trévénégat, Geoffroy de Villeblanche, l'avocat général Le Prestre de Chateaugiron, Coniac, sénéchal de Rennes ; des ecclésiastiques, l'évêque de Rennes Desnos, les abbés de Saint-Luc, de Saint-Aubin, de Kergu, le prêtre Clémenceau, supérieur de l'hôpital de Saint-Méen ; des laïques, de Cargouët, de la Bourdelière, Audouard, les procureurs Desnos et de Minihiy ; un certain nombre de ci-devant ; et des dames, comme la présidente de Francheville et la fameuse présidente de Langle. C'étaient ces personnages qui, dans leurs conférences secrètes, se seraient appliqués à forger des accusations contre les procureurs géné-

25. La même année, en effet, le comte de La Garlaye emprunte 20000 livres qu'il remet à l'évêque de Rennes, Desnos, afin que celui-ci fasse l'acquisition de l'argenterie des Jésuites en son nom propre et sous le sceau du secret. Ayant complété les 20000 livres initiales par un second emprunt de 2000 livres, l'évêque l'achète le 16 août 1762 pour 21957 livres, 13 sols et 6 deniers. Déposée au grand séminaire, l'argenterie doit être rendue aux congrégations si elles sont rétablies, « quand bien même les Jésuites ne le seroient pas ». Si les Jésuites ne sont pas rappelés sous quarante ans, l'argenterie doit être donnée pour un tiers au grand séminaire, pour un second tiers au petit séminaire et servir pour le tiers restant à payer les pensions des pauvres ordinands. Dix mois plus tard, le Parlement de Bretagne enregistre l'édit qui prononce « l'anéantissement absolu et perpétuel de la Société des Jésuites en France ». Le comte de La Garlaye étant décédé dans l'intervalle, son oncle et unique héritier Louis-Charles-Marie de La Bourdonnaye vend en 1770 cette argenterie à l'orfèvre Rahier – avec l'accord du nouvel évêque Bareau de Girac – afin de faire profiter les séminaires des secours qui leur sont destinés sans attendre l'expiration du délai de quarante ans. Cette décision vaudra à l'oncle comme à l'évêque d'être accusés de violation de dépôt ainsi que de quelques déboires avec la justice. (Voir Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 D 9, Pièces relatives à l'argenterie).

26. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, Geneviève, « Le Collège de Rennes... », *op. cit.*, p. 228.

27. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 D 9.

raux, à suborner des témoins contre eux et à répandre des espions dans toute la province. On accueillit avec avidité ces dénonciations anonymes, et ce fut bientôt un article de foi, dans toute la France, que Rennes était remplie de ci-devant, et le centre de leurs plus abominables intrigues²⁸. »

En fait, les Jésuites de Rennes, après la dissolution de leur ordre, étaient restés sur place pour la plupart²⁹. Il n'y avait là rien que de très normal. On les voyait au grand jour visiter leurs amis, prêcher dans telle ou telle paroisse, confesser dans tel ou tel couvent, etc. Cette calomnie sans fondement, mais qui avait fait grand bruit, prit des proportions considérables lorsque, par la faute d'un excès d'imagination et de bavardage de quelques personnes mal intentionnées³⁰, le prêtre Clemenceau fut accusé d'avoir cherché à empoisonner M. de La Chalotais dans sa cellule à Rennes. L'enquête conclut finalement à l'innocence de ce prêtre, mais la crédulité du public transforma la rumeur en dogme indiscutable. Bien que le procureur général ait déjà été transféré au château du Taureau au moment où l'ancien Jésuite se rendit à la prison, La Chalotais, dans le but de hâter sa réhabilitation, avait en effet confirmé avec beaucoup de mauvaise foi ce qu'il savait pertinemment être faux en déclarant qu'il était la victime d'une conspiration de religieux de la Compagnie de Jésus. La légende du complot était née.

Si l'accusation de complot relevait davantage du phantasme et de l'outil de propagande que d'autre chose, il n'en demeure pas moins que toute forme de résistance n'était pas abolie pour autant. Sinon comment expliquer que le parlement de Bretagne, qui avait dissout la Compagnie de Jésus dans son ressort, n'ait pas donné toute satisfaction au procureur général ?

« La Chalotais désirait que la Cour, en accord avec l'évêque de Rennes, prît des mesures pour que le service sacré de la paroisse Saint-Germain se fit à l'église des Jésuites. Cette église, disait-il, était trop grande pour le collège ; les deux chapelles latérales suffisaient et, d'autre part, l'église Saint-Germain, étayée depuis plus de trente ans, menaçait ruine³¹. »

Comment interpréter également le refus des États de Bretagne en 1779 d'ériger l'église Saint-Melaine en cathédrale et, par conséquent, de transférer les Bénédictins au Collège Saint-Thomas³² ? Dans ces deux exemples, la noblesse et le clergé favorables aux Jésuites ont-ils joué un rôle ? Ce qui est certain, c'est qu'en ville les anciens congréganistes priaient pour leurs anciens maîtres et directeurs. Une enquête du Parlement de 1770 sur l'état des Jésuites résidant dans son ressort fit appel aux généraux de paroisses afin qu'ils lui livrassent les noms des Jésuites qu'ils connaissaient³³. On

28. MARION, Marcel, *La Bretagne...*, *op. cit.*, p. 476-477.

29. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 BK 12, État des Jésuites dans le ressort du Parlement en 1770.

30. Notamment M^{me} Moreau. Née Bédée, c'était la tante de Chateaubriand.

31. DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, Geneviève, « Le Collège de Rennes... », *op. cit.*, p. 221, note 1.

32. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 3 D 9.

33. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 BK 12.

apprend ainsi qu'à l'église Toussaints (située à l'époque à l'emplacement des actuelles Halles) deux autels furent édifiés après la dissolution de la Société de Jésus. L'un était dédié à saint Ignace, l'autre à saint François-Xavier : le geste était limpide. Peut-être même y a-t-il comme une provocation dans la déclaration, faussement naïve assurément, du général : « Ils ont été élevés par les soins du sacriste de ladite paroisse sans déclarer d'où provenait l'argent nécessaire à leur élévation. » Ne trouve-t-on pas parmi les signataires MM. Canche, père et fils, de la congrégation des marchands, ainsi que M. de Miniac, de la congrégation des messieurs ? À l'évidence, les anciens congréganistes attendaient leur heure.

Par où l'on arrive à la dernière question : que sont devenus les congréganistes ? Quelle confrérie, dans la mesure où les Jésuites ne sont jamais revenus à Rennes, a pu légitimement revendiquer une filiation avec les anciennes congrégations ? On pense, bien sûr, à ces confréries paroissiales géographiquement proches du Collège auxquelles les congréganistes ont pu, dans un premier temps, s'agréger. On pense aussi à des ordres chevaleresques comme les Hospitaliers dans les listes desquels se retrouvent les noms de quelques congréganistes à partir de 1762³⁴. Cependant, dans les deux cas, les congréganistes se mêlaient à d'autres structures et à d'autres hommes et, par-là même, l'esprit congréganiste se trouvait dilué.

D'après L. Châtellier, c'est sans doute la Société de Saint-Vincent-de-Paul, fondée par Frédéric Ozanam en 1833, qui a le mieux su capter l'esprit des anciennes congrégations jésuites. Une filiale fut ouverte à Rennes en 1835³⁵. On y retrouve la famille Vatar et des membres du Bureau de Bienfaisance, lui-même issu de la congrégation des messieurs. L'ancien congréganiste J.-M. Loysel occupait le poste de second président. Le secrétaire, Paul Delabigne-Villeneuve, avait quant à lui un frère, Alexandre, docteur en médecine, qui n'était autre que le vice-président de la Société de Saint-François-Xavier de Vannes. La liste de ses 95 membres en 1840 est d'ailleurs tout à fait représentative de ce qu'aurait pu devenir la congrégation des messieurs si elle avait survécu³⁶. Son activité consistait, tout comme celle des congrégations jésuites, à visiter les malades de l'hôpital Saint-Yves, à s'occuper des pauvres orphelins et à secourir toute personne dans le besoin. Pour ce faire, et toujours à l'instar des congrégations, la ville de Rennes avait été divisée en deux secteurs : au nord, la conférence de Saint-Melaine prenait en charge les paroisses de Notre-Dame, Saint-Aubin, et Saint-Étienne ; au sud, celle de Saint-Amand regroupait Saint-Hélier,

34. Voir l'ouvrage du chanoine Guillotin de Corson, *Les Templiers et Chevaliers de Malte*, publié à Rennes en 1902 et réédité en 1995 chez La Découvrance.

35. POCQUET, Barthélémy, « La société de Saint-Vincent-de-Paul à Rennes. Origines. 1836 », *Mémoires de la Société Historique et Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 1951 et « Les origines et les débuts de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de Rennes », *Mémoires de la Société Historique et Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 1971.

36. On relève 35 avocats, 23 étudiants, 2 industriels, 4 négociants, 6 religieux, 1 banquier, 1 architecte, 2 notaires, 5 médecins, 3 professeurs, dans : POCQUET, Barthélémy, art. cit. L'auteur fait remarquer que 19 d'entre eux appartenaient à l'ancienne noblesse.

Toussaints, Saint-Germain et Saint-Sauveur. En 1896, la Conférence ouvrait une annexe à Saint-Vincent.

•

Le Collège Saint-Vincent avait été fondé par M^{gr} Brossais Saint-Marc. L'ancien aumônier du Lycée (c'est-à-dire de ce qui s'appelait Saint-Thomas sous l'Ancien Régime), une fois devenu prélat, avait voulu redonner à sa ville l'établissement scolaire qui, à ses yeux, lui faisait défaut. Outre un encadrement ecclésiastique, l'Union mariale que le nouveau Collège avait accueillie dès sa fondation achevait d'établir la filiation spirituelle avec l'ancien Saint-Thomas. D'après Pocquet, « les MM. de la congrégation de la Sainte-Vierge » avaient reçu en 1849 de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul la charge de l'œuvre des orphelins, rue de Fougères, pour la diriger conjointement avec les Filles de la Charité. Mais c'est en 1853 que l'évêque reconnut à l'Union le nom de Congrégation de la Sainte-Vierge. Les hommes qui la composaient se réunirent par la suite dans l'Association amicale des Anciens Élèves du Collège Saint-Vincent, qui existe toujours et dont les statuts gardent trace des pratiques congréganistes³⁷. Servir sa Dame et servir Dieu : l'idéal des « chevaliers de la Vierge » avait trouvé de nouveaux défenseurs pour lui faire franchir un autre siècle.

RÉSUMÉ

La Chalotais demeure célèbre par ses Comptes rendus violemment hostiles aux Jésuites. Cependant, plus encore que la Compagnie de Jésus, ce sont les congrégations mariales qui ont excité sa haine. Ces pieuses assemblées, recrutées au sein de l'élite, ont nourri, à Rennes comme ailleurs, le fantasme du complot. Aujourd'hui pourtant, c'est davantage la facilité avec laquelle elles se sont laissé réduire à néant qui laisse perplexe l'historien.

ABSTRACT

La Chalotais remains famous for his violent Comptes rendus hostile to the Jesuits. However, the Marian congregations aroused his hatred even more than the Jesuits themselves did. Those devout assemblies, composed of recruits from the élite, fostered in Rennes and elsewhere fantasies of conspiracy. Yet, what really puzzles historians today is the readiness with which those congregations have let themselves be reduced to nothing.

37. RENOUVIER, L., *Pro Deo et Patria. Un Collège français et chrétien. Saint-Vincent-de-Paul de Rennes (1842-1923)*, Rennes, 1923 : « L'Association a pour but : 1° De raviver et d'entretenir les sentiments de foi catholique dans le cœur des anciens élèves et de resserrer les liens d'affection qui les unissent à leurs maîtres et à leurs anciens condisciples ; 2° D'exercer une sorte de patronage sur les élèves à leur sortie du Collège, de leur rendre facile le choix d'une profession, et de les aider dans la carrière qu'ils auront embrassée ; 3° De venir en aide aux anciens élèves malheureux et à leurs enfants ; 4° De secourir l'orphelinat établi sous le patronage du Collège, sous la forme et dans la mesure qui seront déterminées annuellement par le comité. » Voir aussi *Saint-Vincent-Providence-Palestine, Approche historique collective (1937-1990)*, Rennes, 1992.